

espaces et sociétés

JUILLET
OCTOBRE 1972

n^{os} 6-7

REVUE CRITIQUE INTERNATIONALE
DE L'AMENAGEMENT DE L'ARCHITECTURE
ET DE L'URBANISATION

MOUVEMENTS
SOCIAUX URBAINS I

PRODUCTION DU CADRE BATI
UTOPIE URBAINE ET TECHNOSTRUCTURE

fredj stambouli

sous-emploi et espace urbain : les bidonvilles au maghreb

Dans une société en devenir comme le Maghreb moderne, les problèmes du chômage et du sous-emploi en liaison avec l'espace urbain nécessitent, pour être correctement interprétés, d'être mis en perspective avec un certain nombre de faits structurels importants qui donnent à la société maghrébine son profil particulier et sa spécificité. Parmi ces faits nous citerons :

- 1 - une situation de néo-dépendance économique ;
- 2 - une hyper-urbanisation chronique ;
- 3 - un changement socio-culturel profond.

Néanmoins l'intelligence des structures actuelles de la société maghrébine et de sa dynamique globale requiert que soient au moins rappelés, dans leurs grandes lignes, deux moments historiques importants par lesquels est passé le système social maghrébin :

- 1 - la période pré-coloniale correspondant au système social maghrébin traditionnel ou originel ;
- 2 - la période coloniale et l'héritage qu'elle lègue au Maghreb moderne.

I. LA SOCIÉTÉ MAGHREBINE TRADITIONNELLE OU ORIGINELLE EN TANT QUE SYSTÈME SOCIAL INTÈGRE

La société maghrébine traditionnelle ou originelle forme un système social composé par la trilogie structurelle que forment la tribu, la cité et l'Etat.

La morphologie sociale dominante est celle de groupes sociaux formés de petites unités et

fondés sur la généalogie. La société maghrébine originelle est une société surdéterminée par le système de parenté, source de cohésion sociale et de solidarités gentiles résistantes. Les unités qui la composent apparaissent comme des unités intégrées, des communautés de dimensions s'élargissant à partir d'un centre (famille, ferga, arch, qbila), interconnectées et profondément imbriquées les unes dans les autres.

Politiquement, de tels ensembles sont caractérisés par une forme d'égalitarisme, dans un cadre institutionnel global qui a été plusieurs fois qualifié de « démocratie rustique » (Kabylie, Rif, Aurès) ou de « despotisme gentilice » (Haut-Atlas marocain). Le caractère segmentaire (1) du système, qui accentue apparemment l'autonomie des groupes et les fait apparaître comme s'ils constituaient une simple « juxtaposition d'éléments », n'implique nullement qu'une telle société soit immobile ou rebelle à toute tension et à toute crise.

Sur le plan économique le caractère collectif de l'organisation est caractéristique. C'est le groupe tout entier en tant que collectivité qui est le foyer du pouvoir et du contrôle de l'acte économique, même si la propriété familiale reste individuelle. Cette forme de l'économie apparaît comme une projection du système de valeurs de la culture maghrébine et un prétexte à son exaltation. En effet elle ressortit essentiellement à la logique de l'honneur et du prestige (2), et non point à la logique de l'intérêt. L'entraide sous ses formes variées (Touiza,

(*) VIII^{ème} Colloque de l'Association Internationale des Sociologues de Langue Française. Hammamet, 27 sept.-2 oct. 1971.
Thème : Spécificités culturelles et Industrialisation.

(1) Voir les travaux d'Ernest Gellner et en particulier son livre : *Saints of the Atlas*, Londres 1969.

(2) P. Bourdieu, *Le sous-développement en Algérie*, éd. de Secrétariat social d'Alger, 1959, p. 44.

Maouna, don et contre-don) caractérise profondément les relations de l'échange économique. Analysant l'économie Kabyle, Hanoteau et Letourneux constatent que :

« Partout on retrouve à ses divers degrés l'association solidaire, aussi bien dans les moindres intérêts de la vie privée que dans les relations de la famille, du village et de la tribu » (3).

De sorte que dans le cadre d'une telle économie, le travail est vécu non pas tant comme obligation ou contrainte, mais plutôt comme manière d'être ensemble et de communier avec la collectivité. Les notions de chômage ou de sous-emploi sont totalement absentes de la conscience des individus et ignorées de la conscience collective (4). La grande part de vacuité qui s'observe cependant dans la vie du groupe, revêt une signification rituelle caractéristique et ne doit pas être interprétée en termes d'inemploi. Dans le cadre de cette économie agro-pastorale et à l'intérieur de ce « type seigneurial » (5) de société, une telle vacuité constitue le moyen par lequel le groupe sauvegarde sa disponibilité à travers une durée cyclique. Elle n'est pas sans rapport avec une organisation sociale marquée par la prédominance des rites et par un régime à phases politiques fortement modulées (6).

II. LA MISE EN CONTACT DU SYSTEME TRADITIONNEL MAGHREBIN AVEC LE SYSTEME COLONIAL : UN LOURD HERITAGE POUR LE MAGHREB MODERNE

L'implantation du système colonial au Maghreb devait transformer profondément l'économie et la société traditionnelles maghrébines

(3) Hanoteau et Letourneux, *La Kabylie et les coutumes Kabyles*, Paris 1872, 3 t.

(4) P. Bourdieu remarque « qu'une telle société ignore la notion de rareté du travail et de plein emploi, elle ignore la conscience du chômage ». *Travail et travailleurs en Algérie*, éd. Mouton, 1963.

(5) Jacques Berque, *Le village*, E.P.H.E., Paris, 1959.

(6) Si minutieusement décrite par Ibn Khaldoun.

et en ébranler les fondements. Parmi les conséquences dominantes d'une telle implantation nous analyserons brièvement :

1 - la dépossession terrienne et son impact sur les structures sociales traditionnelles ;

2 - l'urbanisation pléthorique et l'apparition des bidonvilles ;

3 - un profond déséquilibre entre urbanisation, industrialisation, croissance économique et emploi.

1 - La dépossession terrienne : un vaste processus de déstructuration de l'économie et des morphologies sociales traditionnelles

La colonisation économique du Maghreb devait s'étendre aux secteurs de l'agriculture, de l'industrie, du commerce et des finances. La colonisation terrienne fut massive et avait entraîné des conséquences catastrophiques pour la société autochtone. En tant que colonisation de peuplement, elle a imposé un vaste mouvement de substitution des populations européennes aux populations musulmanes sur des terres confisquées souvent par la violence. La dépossession terrienne a revêtu des proportions très grandes, puisqu'elle a porté sur près de cinq millions d'hectares des meilleures terres cultivables.

En Tunisie, la dépossession terrienne fut importante puisqu'elle a porté sur le quart des meilleures terres cultivables (1 million d'hectares). Elle a été réalisée principalement de 1892 à 1914 (lois Torrens). En Algérie, les dates de 1857, 1863 et 1873, correspondant respectivement à la pratique dite du « cantonnement », au Sénatus-Consulte et à la loi Warnier, ont marqué les principales étapes du processus de dépossession qui a porté sur 2 700 000 ha des meilleures terres cultivables. Au Maroc, la dépossession a porté sur un million d'hectares.

Dans l'intention des promoteurs de la colonisation terrienne il s'agit, en ébranlant (7) ainsi

(7) P. Bourdieu a longuement décrit, dans l'ensemble de ses travaux, les conséquences sociologiques d'un tel ébranlement.

Maouna, don et contre-don) caractérise profondément les relations de l'échange économique. Analysant l'économie Kabyle, Hanoteau et Letourneux constatent que :

« Partout on retrouve à ses divers degrés l'association solidaire, aussi bien dans les moindres intérêts de la vie privée que dans les relations de la famille, du village et de la tribu » (3).

De sorte que dans le cadre d'une telle économie, le travail est vécu non pas tant comme obligation ou contrainte, mais plutôt comme manière d'être ensemble et de communier avec la collectivité. Les notions de chômage ou de sous-emploi sont totalement absentes de la conscience des individus et ignorées de la conscience collective (4). La grande part de vacuité qui s'observe cependant dans la vie du groupe, revêt une signification rituelle caractéristique et ne doit pas être interprétée en termes d'inemploi. Dans le cadre de cette économie agro-pastorale et à l'intérieur de ce « type seigneurial » (5) de société, une telle vacuité constitue le moyen par lequel le groupe sauvegarde sa disponibilité à travers une durée cyclique. Elle n'est pas sans rapport avec une organisation sociale marquée par la prédominance des rites et par un régime à phases politiques fortement modulées (6).

II. LA MISE EN CONTACT DU SYSTEME TRADITIONNEL MAGHREBIN AVEC LE SYSTEME COLONIAL : UN LOURD HERITAGE POUR LE MAGHREB MODERNE

L'implantation du système colonial au Maghreb devait transformer profondément l'économie et la société traditionnelles maghrébines

(3) Hanoteau et Letourneux, *La Kabylie et les coutumes Kabyles*, Paris 1872, 3 t.

(4) P. Bourdieu remarque « qu'une telle société ignore la notion de rareté du travail et de plein emploi, elle ignore la conscience du chômage ». *Travail et travailleurs en Algérie*, éd. Mouton, 1963.

(5) Jacques Berque, *Le village*, EPHE, Paris, 1959.

(6) Si minutieusement décrite par Ibn Khaldoun.

et en ébranler les fondements. Parmi les conséquences dominantes d'une telle implantation nous analyserons brièvement :

- 1 - la dépossession terrienne et son impact sur les structures sociales traditionnelles ;
- 2 - l'urbanisation pléthorique et l'apparition des bidonvilles ;
- 3 - un profond déséquilibre entre urbanisation, industrialisation, croissance économique et emploi.

1 - La dépossession terrienne : un vaste processus de déstructuration de l'économie et des morphologies sociales traditionnelles

La colonisation économique du Maghreb devait s'étendre aux secteurs de l'agriculture, de l'industrie, du commerce et des finances. La colonisation terrienne fut massive et avait entraîné des conséquences catastrophiques pour la société autochtone. En tant que colonisation de peuplement, elle a imposé un vaste mouvement de substitution des populations européennes aux populations musulmanes sur des terres confisquées souvent par la violence. La dépossession terrienne a revêtu des proportions très grandes, puisqu'elle a porté sur près de cinq millions d'hectares des meilleures terres cultivables.

En Tunisie, la dépossession terrienne fut importante puisqu'elle a porté sur le quart des meilleures terres cultivables (1 million d'hectares). Elle a été réalisée principalement de 1892 à 1914 (lois Torrens). En Algérie, les dates de 1857, 1863 et 1873, correspondant respectivement à la pratique dite du « cantonnement », au Sénatus-Consulte et à la loi Warnier, ont marqué les principales étapes du processus de dépossession qui a porté sur 2 700 000 ha des meilleures terres cultivables. Au Maroc, la dépossession a porté sur un million d'hectares.

Dans l'intention des promoteurs de la colonisation terrienne il s'agit, en ébranlant (7) ainsi

(7) P. Bourdieu a longuement décrit, dans l'ensemble de ses travaux, les conséquences sociologiques d'un tel ébranlement.

la base économique de la société, d'en disloquer les structures sociales, principal frein à l'extension du système colonial au Maghreb. L'un des promoteurs du Sénatus-Consulte de 1863 déclarait que cette mesure avait pour dessein de « provoquer une liquidation générale du sol... d'attirer et de recevoir l'immigration de l'Europe... et de désorganiser la tribu » (3).

Ce grand mouvement de dépossession territoriale a fini par briser profondément un équilibre économique fondé sur l'indivision terrienne, garante de l'intégrité du patrimoine familial ou tribal et de la cohésion sociale des communautés. A l'intégration et à la mobilisation sociales succèdent l'effritement et la désorganisation. La société perd ses morphologies en perdant son soubassement économique. Dès lors commence ce mouvement d'exode rural, tant décrit par les observateurs de l'époque, et qui devait provoquer une forme d'urbanisation pathologique.

2 - L'urbanisation pléthorique et l'apparition des bidonvilles

La rupture de l'équilibre ville-campagne par l'accaparement terrien et la détérioration consécutive des structures sociales paysannes ont provoqué un exode rural massif, qui a entraîné à son tour une urbanisation excessive et déséquilibrée, aggravée par une croissance démographique devenue contraignante à partir de 1945.

Ce phénomène d'urbanisation pléthorique devait s'affirmer partout au Maghreb à partir de 1930, et s'accroître au lendemain de la seconde guerre mondiale. On peut dire qu'en moins de 30 ans (1930-1956) la population urbaine a presque doublé, passant de 17 à 30 % environ. Avant 1930, l'exode rural est le principal facteur de l'urbanisation ; après cette date, il se conjugue avec la croissance démographique. Le taux d'accroissement urbain dépasse 5 % par an environ.

(3) A. de Broglie, *Une réforme administrative en Algérie*, Paris, 1860.

En Tunisie, la population urbaine passe de 6 % en 1880 à 23 % en 1964.

En Algérie, elle passe de 16 % en 1886 à 33 % en 1964. Au Maroc, elle passe entre 1926 et 1964 de 7 % à 23 % (9).

Les principales villes du Maghreb s'accroissent à un rythme accéléré

| | Tunis* | Alger** | Casablanca** |
|------|---------|---------|--------------|
| 1886 | — | 64 000 | — |
| 1906 | — | 174 000 | 25 000 |
| 1921 | 250 000 | 266 000 | 97 000 |
| 1936 | 330 000 | — | 257 000 |
| 1946 | 450 000 | 356 000 | — |
| 1956 | 550 000 | 600 000 | 608 000 |

(*) Chiffres tirés des travaux de M. Seklani.

(**) Robert Desclottes, *L'Algérie des bidonvilles*, éd. Mouton, 1961, p. 80.

(*) André Adam, *Casablanca*, éd. du C.N.R.S., Paris, 1968, T. 1, p. 151.

C'est dans ce contexte d'une urbanisation excessive qu'émerge pour la première fois au Maghreb le phénomène bidonville (10) qui s'impose comme une réalité massive. Ces « ceintures de misère » tant évoquées par de nombreux auteurs sont l'expression des contradictions du système colonial et du vaste processus de déstructuration qu'il a infligé à la société dominée.

De telles ceintures s'élargissent rapidement autour des capitales du Maghreb et de quelques grandes villes industrielles et commerciales. Le volume des populations bidonvilloises s'accroît de manière accélérée. A Tunis, cette population double en l'espace d'une décennie, passant de

(9) Samir Amin, *L'Economie du Maghreb*, t. I.

(10) Le terme de bidonville se répand à partir de 1936. On le trouve dans le livre de Féliçien Chailaye (1934) à propos de la Tunisie.

la base économique de la société, d'en disloquer les structures sociales, principal frein à l'extension du système colonial au Maghreb. L'un des promoteurs du Sénatus-Consulte de 1863 déclarait que cette mesure avait pour dessein de « provoquer une liquidation générale du sol... d'attirer et de recevoir l'immigration de l'Europe... et de désorganiser la tribu » (8).

Ce grand mouvement de dépossession terrienne a fini par briser profondément un équilibre économique fondé sur l'indivision terrienne, garante de l'intégrité du patrimoine familial ou tribal et de la cohésion sociale des communautés. A l'intégration et à la mobilisation sociales succèdent l'effritement et la désorganisation. La société perd ses morphologies en perdant son soubassement économique. Dès lors commence ce mouvement d'exode rural, tant décrit par les observateurs de l'époque, et qui devait provoquer une forme d'urbanisation pathologique.

2 - L'urbanisation pléthorique et l'apparition des bidonvilles

La rupture de l'équilibre ville-campagne par l'accaparement terrien et la détérioration consécutive des structures sociales paysannes ont provoqué un exode rural massif, qui a entraîné à son tour une urbanisation excessive et déséquilibrée, aggravée par une croissance démographique devenue contraignante à partir de 1945.

Ce phénomène d'urbanisation pléthorique devait s'affirmer partout au Maghreb à partir de 1930, et s'accroître au lendemain de la seconde guerre mondiale. On peut dire qu'en moins de 30 ans (1930-1956) la population urbaine a presque doublé, passant de 17 à 30 % environ. Avant 1930, l'exode rural est le principal facteur de l'urbanisation ; après cette date, il se conjugue avec la croissance démographique. Le taux d'accroissement urbain dépasse 5 % par an environ.

(8) A. de Broglie, Une réforme administrative en Algérie, Paris, 1860.

En Tunisie, la population urbaine passe de 6 % en 1880 à 23 % en 1964.

En Algérie, elle passe de 16 % en 1886 à 33 % en 1964. Au Maroc, elle passe entre 1926 et 1964 de 7 % à 23 % (9).

Les principales villes du Maghreb s'accroissent à un rythme accéléré

| | Tunis* | Alger** | Casablanca** |
|------|---------|---------|--------------|
| 1886 | — | 64 000 | — |
| 1906 | — | 174 000 | 25 000 |
| 1921 | 250 000 | 266 000 | 97 000 |
| 1936 | 330 000 | — | 257 000 |
| 1946 | 450 000 | 356 000 | — |
| 1956 | 550 000 | 600 000 | 608 000 |

(*) Chiffres tirés des travaux de M. Seklani.

(**) Robert Desclottes, L'Algérie des bidonvilles, éd. Mouton, 1961, p. 80.

(***) André Adam, Casablanca, éd. du C.N.R.S., Paris, 1968, T. 1, p. 151.

C'est dans ce contexte d'une urbanisation excessive qu'émerge pour la première fois au Maghreb le phénomène bidonville (10) qui s'impose comme une réalité massive. Ces « ceintures de misère » tant évoquées par de nombreux auteurs sont l'expression des contradictions du système colonial et du vaste processus de déstructuration qu'il a infligé à la société dominée.

De telles ceintures s'élargissent rapidement autour des capitales du Maghreb et de quelques grandes villes industrielles et commerciales. Le volume des populations bidonvilloises s'accroît de manière accélérée. A Tunis, cette population double en l'espace d'une décennie, passant de

(9) Samir Amin, L'Economie du Maghreb, t. I.

(10) Le terme de bidonville se répand à partir de 1936. On le trouve dans le livre de Féliçien Chailay (1934) à propos de la Tunisie.

50 500 en 1946 à 105 000 en 1956 (11). A Alger, la population des bidonvilles est de 86 500, soit 29 % de la population totale (12). A Casablanca, 100 000 personnes vivent en bidonvilles en 1950 (13). En somme, la population bidonvilloise représente le quart de la population totale de la ville de Tunis, le tiers de celle d'Alger et le cinquième de celle de Casablanca. Ces proportions étant probablement sous-estimées, surtout pour Alger et Casablanca.

C'est parmi cette population que le problème du chômage et du sous-emploi s'est posé avec la plus grande acuité.

3 - Un profond déséquilibre entre urbanisation, industrialisation, croissance économique et emploi

Contrairement au modèle de l'urbanisation des sociétés industrielles, l'urbanisation du Maghreb colonial se caractérise par une asynchronie profonde entre urbanisation, industrialisation, croissance économique et plein emploi (14).

(11) D'après le recensement officiel de la population de Tunis.

(12) R. Desclôtres, *op. cit.*, p. 63.

(13) A. Adam, *op. cit.*, t. I, p. 99.

(14) Cette thèse de l'urbanisation sans industrialisation est largement vérifiée pour beaucoup de pays « sous-développés ». Pour sa démonstration nous renvoyons à l'important travail théorique de Manuel Castells, à travers ses nombreux articles de sociologie urbaine et en particulier : « structures sociales et processus d'urbanisation : Analyse comparative intersociétale », in revue *Annales*, N. 4, 1970, pp. 1155-1199.

Cette thèse infirme évidemment beaucoup de recherches récentes qui tentent d'accréditer l'idée que l'urbanisation en cours dans les pays « sous-développés » n'est qu'une réplique du processus traversé par les pays industrialisés.

En fait cette idée est irrecevable. Au même niveau de population atteint aujourd'hui par les pays sous-développés, le niveau d'industrialisation des pays développés était bien plus élevé, comme le démontrent les travaux de Kingsley Davis et Hilda H. Golden dans, « Urbanization and the Development of Pre-industrial Areas », in *Economic Development and Cultural Change*, III, oct. 1954, pp. 6-26.

En effet, au Maghreb l'urbanisation est très disproportionnée par rapport à l'industrialisation et encore davantage par rapport au développement social. La production moderne est appropriée par l'élite coloniale, et ses résultats évacués sur la métropole. Les emplois industriels sont plus nombreux et restent un quasi-monopole des catégories sociales européennes. D'autre part, l'administration directe et l'accaparement de la quasi-totalité des postes politiques et de la haute administration par la même élite montrent bien que l'ensemble du système social est organisé en fonction des intérêts de la société dominante.

A propos de l'Algérie, R. Desclôtres écrit :

« Alger fait encore fonction en 1954 de comptoir d'échanges typiquement colonial ; ses activités n'apportent qu'une faible contribution au développement économique de l'Algérie et à la subsistance de sa population... Elle fait preuve d'un retard industriel considérable... son industrie n'offre que certaines structures périmées de l'économie française... A Alger, dans le secteur tertiaire, 70 % des emplois sont occupés par des Européens » (15).

Dans un livre récent, un analyste objectif de l'économie maghrébine, Samir Amin, confirme la thèse de l'urbanisation sans industrialisation ni plein emploi pour le Maghreb. Après avoir montré le caractère colonial et fortement inégalitaire du système, il écrit :

« le rythme et le taux de la croissance sont demeurés irréguliers et trop faibles... L'efficacité marginale des investissements très modeste... Pas d'industrialisation, ni lourde ni légère, sur une échelle sérieuse » (16).

Il s'attache ensuite à démontrer la disparité très grande entre population européenne et

(15) Robert Desclôtres, *L'Algérie des bidonvilles*, pp. 119-124.

(16) Samir Amin, *Le Maghreb moderne*, éd. de Minuit, Paris 1970, pp. 134-135.

50 500 en 1946 à 105 000 en 1956 (11). À Alger, la population des bidonvilles est de 86 500, soit 29 % de la population totale (12). À Casablanca, 100 000 personnes vivent en bidonvilles en 1950 (13). En somme, la population bidonvilloise représente le quart de la population totale de la ville de Tunis, le tiers de celle d'Alger et le cinquième de celle de Casablanca. Ces proportions étant probablement sous-estimées, surtout pour Alger et Casablanca.

C'est parmi cette population que le problème du chômage et du sous-emploi s'est posé avec la plus grande acuité.

3 - Un profond déséquilibre entre urbanisation, industrialisation, croissance économique et emploi

Contrairement au modèle de l'urbanisation des sociétés industrielles, l'urbanisation du Maghreb colonial se caractérise par une asynchronie profonde entre urbanisation, industrialisation, croissance économique et plein emploi (14).

(11) D'après le recensement officiel de la population de Tunis.

(12) R. Desclôtres, *op. cit.*, p. 63.

(13) A. Adam, *op. cit.*, t. I, p. 99.

(14) Cette thèse de l'urbanisation sans industrialisation est largement vérifiée pour beaucoup de pays « sous-développés ». Pour sa démonstration nous renvoyons à l'important travail théorique de Manuel Castells, à travers ses nombreux articles de sociologie urbaine et en particulier : « structures sociales et processus d'urbanisation : Analyse comparative intersociétale », in revue *Annales*, N. 4, 1970, pp. 1155-1199.

Cette thèse infirme évidemment beaucoup de recherches récentes qui tentent d'accréditer l'idée que l'urbanisation en cours dans les pays « sous-développés » n'est qu'une réplique du processus traversé par les pays industrialisés.

En fait cette idée est irrecevable. Au même niveau de population atteint aujourd'hui par les pays sous-développés, le niveau d'industrialisation des pays développés était bien plus élevé, comme le démontrent les travaux de Kingsley Davis et Hilda H. Golden dans, « Urbanization and the Development of Pre-industrial Areas », in *Economic Development and Cultural Change*, III, oct. 1954, pp. 6-26.

En effet, au Maghreb l'urbanisation est très disproportionnée par rapport à l'industrialisation et encore davantage par rapport au développement social. La production moderne est appropriée par l'élite coloniale, et ses résultats évacués sur la métropole. Les emplois industriels sont plus nombreux et restent un quasi-monopole des catégories sociales européennes. D'autre part, l'administration directe et l'accaparement de la quasi-totalité des postes politiques et de la haute administration par la même élite montrent bien que l'ensemble du système social est organisé en fonction des intérêts de la société dominante.

A propos de l'Algérie, R. Desclôtres écrit :

« Alger fait encore fonction en 1954 de comptoir d'échanges typiquement colonial ; ses activités n'apportent qu'une faible contribution au développement économique de l'Algérie et à la subsistance de sa population... Elle fait preuve d'un retard industriel considérable... son industrie n'offre que certaines structures périmées de l'économie française... A Alger, dans le secteur tertiaire, 70 % des emplois sont occupés par des Européens » (15).

Dans un livre récent, un analyste objectif de l'économie maghrébine, Samir Amin, confirme la thèse de l'urbanisation sans industrialisation ni plein emploi pour le Maghreb. Après avoir montré le caractère colonial et fortement inégalitaire du système, il écrit :

« le rythme et le taux de la croissance sont demeurés irréguliers et trop faibles... L'efficacité marginale des investissements très modeste... Pas d'industrialisation, ni lourde ni légère, sur une échelle sérieuse » (16).

Il s'attache ensuite à démontrer la disparité très grande entre population européenne et

(15) Robert Desclôtres, *L'Algérie des bidonvilles*, pp. 119-124.

(16) Samir Amin, *Le Maghreb moderne*, éd. de Minuit, Paris 1970, pp. 134-135.

population musulmane dans l'emploi urbain pour conclure :

« Les Européens occupent non seulement tous les postes de direction dans l'Etat et l'économie, mais encore constituent la grande masse des travailleurs qualifiés ou même semi-qualifiés ».

On imagine, dans de telles conditions, le volume du chômage et du sous-emploi parmi les populations autochtones dans le Maghreb colonial, aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain, et en particulier en milieu bidonville. En dehors de statistiques systématiques, régulières et précises sur le chômage dans les bidonvilles, nous nous contenterons de quelques chiffres-jalons et dispersés.

Dans une ville comme Casa, on dénombrait 10 000 chômeurs en 1934. En 1958, 20 % de la population active était en chômage (17). Mais c'est surtout en milieu bidonville, suivi de très près par la médina et les faubourgs, que le sous-emploi atteint de graves proportions. Dans un bidonville de Casa (Derb Jedid) une enquête officielle sur les ressources mensuelles des foyers, menée à la veille de l'indépendance, établissait : (18)

| | |
|---|------|
| Sans ressources, chômeurs | 7 % |
| Ressources mensuelles inférieures à 10 000 F. | 40 % |
| Ressources comprises entre 10 et 20 000 F. | 40 % |
| Ressources supérieures à 20 000 F. | 20 % |

A Tunis, une enquête effectuée en 1950 dans le bidonville de Djebel Lahmar avait établi que 2/3 de la population était formée de journaliers et de chômeurs. Décrivant la misère des populations, les enquêteurs écrivent :

« Dans ces familles où le père est un jour débardeur au port, le lendemain "fait" les poubelles, le surlendemain commet quelques larcins, où la mère ramasse des cartons et où la fille est prostituée, où les

enfants mendient, la ville de Tunis se présente comme un monde étranger » (19).

Analysant la structure socio-professionnelle d'un autre bidonville de Tunis, Paul Sebag découvre que :

« le sous-prolétariat représente 61,8 %, le prolétariat 20,4 %, les classes moyennes 17,8 % » (20).

La plupart des enquêtes effectuées en milieu bidonville évaluent à 60 % environ le taux de sous-prolétarisation. Il s'agit en fait d'une population « dépayannée », sans emploi ni qualification professionnelle et qui vit dans un état de misère excessive.

Faut-il enfin insister sur le fait que dans le Maghreb colonial, le chômage revêt une signification particulière. Loin d'être l'expression d'une situation conjoncturelle comme il l'est souvent dans les sociétés industrielles, il s'agit plutôt d'un chômage structurel, expression des contradictions profondes de l'économie coloniale. Il apparaît comme la conséquence inévitable de la situation coloniale (21), qui met en présence deux sociétés d'inégale puissance et dont le pouvoir est le privilège exclusif de la société dominante. Le système colonial a déstructuré totalement l'équilibre originel de la société maghrébine, les signes se sont partout inversés ainsi que les significations et « la belle disponibilité du paysan antique devient chômage d'un sous-développé » (22).

III. SOUS-EMPLOI ET ESPACE URBAIN DANS LA SOCIÉTÉ MAGHRÉBINE ACTUELLE

Les problèmes du chômage et du sous-emploi dans le Maghreb post-colonial ne peu-

(19) J. B. Dardel et S. C. Klibi, « Un faubourg clandestin de Tunis - le Djebel Lahmar », in *Cahiers de Tunisie*, N. 10, 1955.

(20) Paul Sebag, *Un faubourg de Tunis - Saida Manoubia*, P.U.F., 1960.

(21) Pour une définition précise de cette notion voir G. Balandier, *Sens et Puissance*, P.U.F., 1971, p. 154.

(22) J. Berque, *Le Village E.P.H.E.*, Paris 1959, p. 16.

(17) A. Adam, *Casablanca*, t. I, p. 420.

(18) *Ibid.*, t. I, p. 98.

population musulmane dans l'emploi urbain pour conclure :

« Les Européens occupent non seulement tous les postes de direction dans l'Etat et l'économie, mais encore constituent la grande masse des travailleurs qualifiés ou même semi-qualifiés ».

On imagine, dans de telles conditions, le volume du chômage et du sous-emploi parmi les populations autochtones dans le Maghreb colonial, aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain, et en particulier en milieu bidonville. En dehors de statistiques systématiques, régulières et précises sur le chômage dans les bidonvilles, nous nous contenterons de quelques chiffres-jalons et dispersés.

Dans une ville comme Casa, on dénombrait 10 000 chômeurs en 1934. En 1958, 20 % de la population active était en chômage (17). Mais c'est surtout en milieu bidonville, suivi de très près par la médina et les faubourgs, que le sous-emploi atteint de graves proportions. Dans un bidonville de Casa (Derb Jedid) une enquête officielle sur les ressources mensuelles des foyers, menée à la veille de l'indépendance, établissait : (18)

| | |
|---|------|
| Sans ressources, chômeurs | 7 % |
| Ressources mensuelles inférieures à 10 000 F. | 40 % |
| Ressources comprises entre 10 et 20 000 F. | 40 % |
| Ressources supérieures à 20 000 F. | 20 % |

A Tunis, une enquête effectuée en 1950 dans le bidonville de Djebel Lahmar avait établi que 2/3 de la population était formée de journaliers et de chômeurs. Décrivant la misère des populations, les enquêteurs écrivent :

« Dans ces familles où le père est un jour débardeur au port, le lendemain "fait" les poubelles, le surlendemain commet quelques larcins, où la mère ramasse des cartons et où la fille est prostituée, où les

(17) A. Adam, Casablanca, t. I, p. 420.

(18) Ibid., t. I, p. 98.

enfants mendient, la ville de Tunis se présente comme un monde étranger » (19).

Analysant la structure socio-professionnelle d'un autre bidonville de Tunis, Paul Sabag découvre que :

« le sous-prolétariat représente 61,8 %, le prolétariat 20,4 %, les classes moyennes 17,8 % » (20).

La plupart des enquêtes effectuées en milieu bidonville évaluent à 60 % environ le taux de sous-prolétariat. Il s'agit en fait d'une population « dépayannée », sans emploi ni qualification professionnelle et qui vit dans un état de misère excessive.

Faut-il enfin insister sur le fait que dans le Maghreb colonial, le chômage revêt une signification particulière. Loin d'être l'expression d'une situation conjoncturelle comme il l'est souvent dans les sociétés industrielles, il s'agit plutôt d'un chômage structurel, expression des contradictions profondes de l'économie coloniale. Il apparaît comme la conséquence inévitable de la situation coloniale (21), qui met en présence deux sociétés d'inégale puissance et dont le pouvoir est le privilège exclusif de la société dominante. Le système colonial a structuré totalement l'équilibre originel de la société maghrébine, les signes se sont partout inversés ainsi que les significations et « la belle disponibilité du paysan antique devient chômage d'un sous-développé » (22).

III. SOUS-EMPLOI ET ESPACE URBAIN DANS LA SOCIÉTÉ MAGHREBINE ACTUELLE

Les problèmes du chômage et du sous-emploi dans le Maghreb post-colonial ne peu-

(19) J.B. Dardel et S.C. Klibi, « Un faubourg clandestin de Tunis - le Djebel Lahmar », in *Cahiers de Tunisie*, N. 10, 1955.

(20) Paul Sabag, *Un faubourg de Tunis - Saida Manoubia*, P.U.F., 1960.

(21) Pour une définition précise de cette notion voir G. Balandier, *Sens et Puissance*, P.U.F., 1971, p. 154.

(22) J. Barque, *Le Village E.P.H.E.*, Paris 1959, p. 16.

vent être détachés de l'arrière-plan que leur composent un certain nombre de faits structurels importants parmi lesquels nous analyserons :

- 1 - la situation de néo-dépendance économique ;
- 2 - une hyper-urbanisation chronique : retombées en milieu bidonville ;
- 3 - un changement socio-culturel profond.

1 - La situation de néo-dépendance économique

Au lendemain des indépendances nationales des sociétés du Maghreb, on assiste à l'élimination de la dépendance directe et violente (dépendance coloniale) à laquelle se substitue une dépendance (23) indirecte que Cardoso qualifie de dépendance nationale, fréquemment observable dans la quasi-totalité des sociétés tricontinentales, et qui est rendue inévitable par le jeu des 3 facteurs suivants :

- le marché mondial ;
- les alliances de classes ;
- l'hégémonie indirecte.

Dans le cadre de la division internationale actuelle du travail, les sociétés ex-colonisées voient aujourd'hui leur économie inféodée au marché mondial, qui est en même temps un marché-centre, où les principales décisions sont prises et imposées aux ex-colonies, les sociétés « périphériques ». Aussi la relation centre-périphérie (24) rend-elle compte de l'état de néo-dépendance où se trouvent ces sociétés.

Néanmoins il s'en faut pour qu'une telle dépendance soit automatiquement inévitable et totalement subie par l'ensemble des sociétés dépendantes. Il arrive que la relation centre-

(23) Pour cette nouvelle problématique de la dépendance voir Fernando Henrique Cardoso, *Politique et développement dans les sociétés dépendantes*, éd. Anthropos, 1971, chap. II, pp. 77-119.

(24) Les notions de Centre et de périphérie sont longuement définies dans un récent travail de Samir Amin, *L'Accumulation à l'échelle mondiale*, éd. Anthropos, 1970.

périphérie serve les intérêts d'une classe ou d'une alliance entre fractions de classe au sein même de telle ou telle société dépendante. C'est donc dans l'articulation d'une alliance entre ces fractions de classe avec les classes hégémoniques des centres qu'il faut chercher le foyer de cette dépendance.

On sait que la poussée nationaliste au Maghreb, dont les principaux acteurs étaient constitués par des « noyaux de classes moyennes » (Tunisie et Algérie principalement), composés de fonctionnaires, d'employés et de petits commerçants, a imposé la petite-bourgeoisie au pouvoir. Celle-ci, devenue classe dirigeante, a essayé pendant une première phase d'un processus de développement national, et grâce à une politique d'intégration et de mobilisation, de servir ses bases sociales, avant d'entrer en crise avec certaines parties d'entre elles ainsi qu'avec les fractions possédantes dans une seconde phase, celle de la « construction socialiste étatique ».

Dans l'intervalle de ces deux phases de pratique politique se situe un vaste processus de changement sociétal (dont l'intensité est variable selon les sociétés) et notamment dans certains domaines, comme l'éducation, l'habitat et la santé (Tunisie), la récupération des richesses nationales et l'industrialisation (Algérie).

Néanmoins, le développement du Maghreb demeure comme défilé notamment par un mouvement d'hyper-urbanisation chronique non accompagné par une croissance économique suffisante.

2 - Une hyper-urbanisation chronique

Au Maghreb, la population urbaine représente aujourd'hui plus de 30 % de la population totale et atteindra de 45 (Maroc) à 55 % (Tunisie) en 1985.

En Tunisie, la population urbaine passe de 700 000 à 2 millions de 1936 à nos jours. La ville de Tunis, passe de 1956 à 1971 de 550 000 habitants à 900 000 (Grand Tunis) et atteindra 1 million 200 000 en 1980.

vent être détachés de l'arrière-plan que leur composent un certain nombre de faits structurels importants parmi lesquels nous analyserons :

- 1 - la situation de néo-dépendance économique ;
- 2 - une hyper-urbanisation chronique : retombées en milieu bidonville ;
- 3 - un changement socio-culturel profond.

1 - La situation de néo-dépendance économique

Au lendemain des indépendances nationales des sociétés du Maghreb, on assiste à l'élimination de la dépendance directe et violente (dépendance coloniale) à laquelle se substitue une dépendance (23) indirecte que Cardoso qualifie de dépendance nationale, fréquemment observable dans la quasi-totalité des sociétés tricontinentales, et qui est rendue inévitable par le jeu des 3 facteurs suivants :

- le marché mondial ;
- les alliances de classes ;
- l'hégémonie indirecte.

Dans le cadre de la division internationale actuelle du travail, les sociétés ex-colonisées voient aujourd'hui leur économie inféodée au marché mondial, qui est en même temps un marché-centre, où les principales décisions sont prises et imposées aux ex-colonies, les sociétés « périphériques ». Aussi la relation centre-périphérie (24) rend-t-elle compte de l'état de néo-dépendance où se trouvent ces sociétés.

Néanmoins il s'en faut pour qu'une telle dépendance soit automatiquement inévitable et totalement subie par l'ensemble des sociétés dépendantes. Il arrive que la relation centre-

périphérie serve les intérêts d'une classe ou d'une alliance entre fractions de classe au sein même de telle ou telle société dépendante. C'est donc dans l'articulation d'une alliance entre ces fractions de classe avec les classes hégémoniques des centres qu'il faut chercher le foyer de cette dépendance.

On sait que la poussée nationaliste au Maghreb, dont les principaux acteurs étaient constitués par des « noyaux de classes moyennes » (Tunisie et Algérie principalement), composés de fonctionnaires, d'employés et de petits commerçants, a imposé la petite-bourgeoisie au pouvoir. Celle-ci, devenue classe dirigeante, a essayé pendant une première phase d'un processus de développement national, et grâce à une politique d'intégration et de mobilisation, de servir ses bases sociales, avant d'entrer en crise avec certaines parties d'entre elles ainsi qu'avec les fractions possédantes dans une seconde phase, celle de la « construction socialiste étatique ».

Dans l'intervalle de ces deux phases de pratique politique se situe un vaste processus de changement sociétal (dont l'intensité est variable selon les sociétés) et notamment dans certains domaines, comme l'éducation, l'habitat et la santé (Tunisie), la récupération des richesses nationales et l'industrialisation (Algérie).

Néanmoins, le développement du Maghreb demeure comme défié notamment par un mouvement d'hyper-urbanisation chronique non accompagné par une croissance économique suffisante.

2 - Une hyper-urbanisation chronique

Au Maghreb, la population urbaine représente aujourd'hui plus de 30 % de la population totale et atteindra de 45 (Maroc) à 55 % (Tunisie) en 1985.

En Tunisie, la population urbaine passe de 700 000 à 2 millions de 1936 à nos jours. La ville de Tunis passe de 1956 à 1971 de 550 000 habitants à 900 000 (Grand Tunis) et atteindra 1 million 200 000 en 1980.

(23) Pour cette nouvelle problématique de la dépendance voir Fernando Henrique Cardoso, *Politique et développement dans les sociétés dépendantes*, éd. Anthropos, 1971, chap. II, pp. 77-119.

(24) Les notions de Centre et de périphérie sont longuement définies dans un récent travail de Samir Amin, *L'Accumulation à l'échelle mondiale*, éd. Anthropos, 1970.

fredj stambouli

sous-emploi et espace urbain
les bidonvilles au maghreb

En Algérie, le taux d'urbanisation atteint 32 % en 1960. L'agglomération algéroise représentait à la même date 36 % de la population urbaine et 8 % de la population totale. Les taux d'accroissement pour les principales villes sont très importants. A titre d'exemple :

| | 1954 | 1966 | Taux d'accroissement |
|--------------------------|------|------|-------------------------|
| Alger | 449 | 897 | 99 % |
| Oran | 274 | 325 | 18 % |
| Constantine | 111 | 240 | 116 % |
| Annaba (en milliers)* | 88 | 150 | 69 % |

(*) In Annales Algériennes de géographie, juillet-décembre, 1967.

Au Maroc, la population urbaine a été évaluée à 3 411 671 soit 29 % de la population globale. De cette population urbaine la seule ville de Casablanca représente 28,2 %, soit plus du quart des citadins du Maroc. En effet la population de Casa s'accroît à un rythme exceptionnel. Elle double tous les dix ans. Elle est passée de 600 000 en 1957 à 1 200 000 en 1967 et atteindra 2 millions en 1975 (25).

Pour les principales villes du Maroc le tableau suivant, cité par A. Adam, donne un aperçu du dynamisme du processus d'urbanisation au Maroc.

| | 1952 | 1960 |
|--------------------------|------|------|
| Casablanca | 682 | 965 |
| Marrakech | 215 | 243 |
| Fez | 179 | 216 |
| Rabat | 156 | 227 |
| Meknes | 140 | 175 |
| Tanger | — | 141 |
| Oudja | — | 128 |
| Tétouan (en milliers) | — | 101 |

(25) A. Adam, Casablanca, t. II, p. 153.

Toutes ces données montrent que le Maghreb moderne s'urbanise à un rythme accéléré et que ses principales villes (Tunis, Alger, Casa) ont enregistré au cours de la dernière décennie des taux d'accroissement exceptionnels.

Les flux migratoires s'intensifient mais changent de signification par rapport à la période coloniale. Aux flux traditionnels de misère et de désespoir s'ajoutent des flux de mobilité sociale et de substitution, rendus possibles par le départ massif de la population coloniale et par un changement social et éducationnel important. Il faut aussi ajouter des flux consécutifs à des changements structurels dans les domaines de l'agriculture et du commerce principalement (en Tunisie), l'expérience des coopératives agricoles et la réorganisation des circuits commerciaux, et qui ont considérablement accru le volume de l'exode rural. Pour la Tunisie, une enquête récente a montré que tous les flux ont doublé entre 1965 et 1966 (26).

La population du grand Tunis (population musulmane) a presque doublé en l'espace de 10 ans, passant de 382 000 en 1956 à 680 000 en 1966. Le taux d'accroissement annuel moyen de près de 10 % que cela implique ne peut s'expliquer que par l'exode rural massif (27). D'après le recensement de 1966, 31 % des personnes et environ 50 % des chefs de famille de la population de Tunis sont constitués d'immigrants (28).

De plus la croissance démographique explique le caractère excessif de l'urbanisation du Maghreb, puisque le taux d'accroissement naturel est de l'ordre de 3 %.

(26) Michel Picouet, « Aperçu des migrations intérieures en Tunisie », in *Population*, Mars 1971, pp. 1-20.

(27) H. Eckert. *Les populations du grand Tunis, projet Tunis-Carthage*, A.S.M., ronéo., Tunis 1970.

(28) Les études de la Municipalité de Tunis confirment que l'exode rural s'est accéléré au cours de la décennie 1956-66, qui a vu affluer à Tunis 36 % du total des migrants contre 26 % au cours de la décennie précédente.

En Algérie, le taux d'urbanisation atteint 32 % en 1960. L'agglomération algéroise représentait à la même date 36 % de la population urbaine et 8 % de la population totale. Les taux d'accroissement pour les principales villes sont très importants. A titre d'exemple :

| | 1954 | 1966 | Taux d'accroissement |
|--------------------------|------|------|-------------------------|
| Alger | 449 | 897 | 99 % |
| Oran | 274 | 325 | 18 % |
| Constantine | 111 | 240 | 116 % |
| Annaba (en milliers)* | 88 | 150 | 69 % |

(*) in *Annales Algériennes de géographie*, juillet-décembre, 1967.

Au Maroc, la population urbaine a été évaluée à 3 411 671 soit 29 % de la population globale. De cette population urbaine la seule ville de Casablanca représente 28,2 %, soit plus du quart des citadins du Maroc. En effet la population de Casa s'accroît à un rythme exceptionnel. Elle double tous les dix ans. Elle est passée de 600 000 en 1957 à 1 200 000 en 1967 et atteindra 2 millions en 1975 (25).

Pour les principales villes du Maroc le tableau suivant, cité par A. Adam, donne un aperçu du dynamisme du processus d'urbanisation au Maroc.

| | 1952 | 1960 |
|--------------------------|------|------|
| Casablanca | 682 | 965 |
| Marrakech | 215 | 243 |
| Fez | 179 | 216 |
| Rabat | 156 | 227 |
| Meknes | 140 | 175 |
| Tanger | — | 141 |
| Oudja | — | 128 |
| Tétouan (en milliers) | — | 101 |

(25) A. Adam, *Casablanca*, t. II, p. 153.

Toutes ces données montrent que le Maghreb moderne s'urbanise à un rythme accéléré et que ses principales villes (Tunis, Alger, Casa) ont enregistré au cours de la dernière décennie des taux d'accroissement exceptionnels.

Les flux migratoires s'intensifient mais changent de signification par rapport à la période coloniale. Aux flux traditionnels de misère et de désespoir s'ajoutent des flux de mobilité sociale et de substitution, rendus possibles par le départ massif de la population coloniale et par un changement social et éducationnel important. Il faut aussi ajouter des flux consécutifs à des changements structurels dans les domaines de l'agriculture et du commerce principalement (en Tunisie), l'expérience des coopératives agricoles et la réorganisation des circuits commerciaux, et qui ont considérablement accru le volume de l'exode rural. Pour la Tunisie, une enquête récente a montré que tous les flux ont doublé entre 1965 et 1966 (26).

La population du grand Tunis (population musulmane) a presque doublé en l'espace de 10 ans, passant de 382 000 en 1956 à 680 000 en 1966. Le taux d'accroissement annuel moyen de près de 10 % que cela implique ne peut s'expliquer que par l'exode rural massif (27). D'après le recensement de 1966, 31 % des personnes et environ 50 % des chefs de famille de la population de Tunis sont constitués d'immigrants (28).

De plus la croissance démographique explique que le caractère excessif de l'urbanisation du Maghreb, puisque le taux d'accroissement naturel est de l'ordre de 3 %.

(26) Michel Picouet, « Aperçu des migrations intérieures en Tunisie », in *Population*, Mars 1971, pp. 1-20.

(27) H. Eckert, *Les populations du grand Tunis*, projet Tunis-Carthage, A.S.M. ronéo, Tunis 1970.

(28) Les études de la Municipalité de Tunis confirment que l'exode rural s'est accéléré au cours de la décennie 1956-66, qui a vu affluer à Tunis 36 % du total des migrants contre 26 % au cours de la décennie précédente.

A ces changements d'ordre conjoncturel et structurel, qui sont à l'origine de ce processus d'urbanisation intense, s'ajoutent des changements d'ordre culturel et éducationnel qui ont imposé un bouleversement de l'ensemble des images (celles de la ville, de la campagne, du travail et du loisir, etc.) des attitudes et des aspirations. La ville continue à susciter et à provoquer l'immigration car elle offre incontestablement plus de chance de mobilité sociale et des possibilités de revenus qui, même bas dans l'absolu, sont souvent plus élevés que ceux dont peuvent disposer les ruraux à niveau socio-professionnel égal ou comparable.

3 - Retombées en milieu bidonville

Dans de telles conditions il n'est pas surprenant de voir les populations des bidonvilles s'accroître, depuis les indépendances nationales, dans des proportions importantes.

Pour les trois principales villes sur lesquelles nous avons centré de préférence l'analyse (Tunis, Alger, et Casa) la proportion des populations qui habite les bidonvilles dépasse souvent le tiers. Si on ajoute à cette population celle qui habite dans les « zones insalubres » et les médinas ruralisées, on s'aperçoit que plus de la moitié de la population de ces villes est localisée dans un milieu infra-résidentiel.

A Tunis, cette population a plus que doublé depuis l'indépendance (malgré une politique de débourbification, des mesures administratives pour stopper l'exode rural et un effort dans le domaine de l'habitat), elle passe de 105 000 en 1956 à 160 000 en 1966 et à 225 000 en 1971.

A Casablanca, le 1/3 de la population habite en milieu bidonvillois proprement dit, soit 400 000 habitants.

Aussi les problèmes du chômage et du sous-emploi prennent-ils une tournure aiguë, et particulièrement en milieu bidonvillois, gourbifié ou « oukalisé ». Au Maroc, et particulièrement à

Casa, un important travail récent (29) arrive à la conclusion que « le chômage urbain a plutôt augmenté depuis 1960 et s'est aggravé pendant les années les plus récentes ».

A Tunis, où des enquêtes récentes ont été menées en milieu bidonvillois et dans la médina, la situation est plus complexe et plus nuancée.

Un travail (30) sur l'emploi des revenus dans le grand Tunis a révélé que plus de la moitié des chefs de famille de la population de Tunis a un revenu mensuel situé entre 10 et 22 dinars environ, comme le montre le diagramme suivant :

(Voir diagramme p. 173).

La caractéristique professionnelle de cette population est essentiellement l'absence de qualification. Il s'agit de semi-chômeurs, manœuvres, marchands ambulants, domestiques, employés de micro-commerce et d'actifs « sans profession précise ».

La médina centrale, ses deux faubourgs et les bidonvilles regroupent ensemble, en 1966 et au niveau communal :

- 63 %, soit 2/3 de la population-ménages de Tunis commune.

- 18 %, soit 4/5 de la population dont le revenu se situe entre 10 et 22 dinars par mois. A l'intérieur de cette population une proportion de 78 % est constituée par des familles de marchands ambulants.

- 85 % des ménages immigrés.

En ce qui concerne plus précisément les bidonvilles, on s'aperçoit, en 1966, que les ménages établis dans ces agglomérations spontanées représentent 30,4 % de la population-ménages au niveau de la commune de Tunis, et regroupent 42,5 % des ménages de la commune dont le revenu mensuel se situe entre 10 et 22 dinars.

En dépit des bas niveaux de vie et de l'absence de qualification professionnelle en

(29) André Adam, Casablanca, éd. du CNRS, Paris, 1968, 2 t. T II, p. 703.

(30) H. Eckert, op. cit.

A ces changements d'ordre conjoncturel et structurel, qui sont à l'origine de ce processus d'urbanisation intense, s'ajoutent des changements d'ordre culturel et éducationnel qui ont imposé un bouleversement de l'ensemble des images (celles de la ville, de la campagne, du travail et du loisir, etc.) des attitudes et des aspirations. La ville continue à susciter et à provoquer l'immigration car elle offre incontestablement plus de chance de mobilité sociale et des possibilités de revenus qui, même bas dans l'absolu, sont souvent plus élevés que ceux dont peuvent disposer les ruraux à niveau socio-professionnel égal ou comparable.

3 - Retombées en milieu bidonville

Dans de telles conditions il n'est pas surprenant de voir les populations des bidonvilles s'accroître, depuis les indépendances nationales, dans des proportions importantes.

Pour les trois principales villes sur lesquelles nous avons centré de préférence l'analyse (Tunis, Alger, et Casa) la proportion des populations qui habite les bidonvilles dépasse souvent le tiers. Si on ajoute à cette population celle qui habite dans les « zones insalubres » et les médinas ruralisées, on s'aperçoit que plus de la moitié de la population de ces villes est localisée dans un milieu infra-résidentiel.

A Tunis, cette population a plus que doublé depuis l'indépendance (malgré une politique de dégourbification, des mesures administratives pour stopper l'exode rural et un effort dans le domaine de l'habitat), elle passe de 105 000 en 1956 à 160 000 en 1966 et à 225 000 en 1971.

A Casablanca, le 1/3 de la population habite en milieu bidonvillois proprement dit, soit 400 000 habitants.

Aussi les problèmes du chômage et du sous-emploi prennent-ils une tournure aiguë, et particulièrement en milieu bidonvillois, gourbifié ou « oukalisé ». Au Maroc, et particulièrement à

Casa, un important travail récent (29) arrive à la conclusion que « le chômage urbain a plutôt augmenté depuis 1960 et s'est aggravé pendant les années les plus récentes ».

A Tunis, où des enquêtes récentes ont été menées en milieu bidonvillois et dans la médina, la situation est plus complexe et plus nuancée.

Un travail (30) sur l'emploi des revenus dans le grand Tunis a révélé que plus de la moitié des chefs de famille de la population de Tunis a un revenu mensuel situé entre 10 et 22 dinars environ, comme le montre le diagramme suivant :

(Voir diagramme p. 173).

La caractéristique professionnelle de cette population est essentiellement l'absence de qualification. Il s'agit de semi-chômeurs, manœuvres, marchands ambulants, domestiques, employés de micro-commerce et d'actifs « sans profession précise ».

La médina centrale, ses deux faubourgs et les bidonvilles regroupent ensemble, en 1966 et au niveau communal :

- 63 %, soit 2/3 de la population-ménages de Tunis commune.

- 18 %, soit 4/5 de la population dont le revenu se situe entre 10 et 22 dinars par mois. A l'intérieur de cette population une proportion de 78 % est constituée par des familles de marchands ambulants.

- 85 % des ménages immigrés.

En ce qui concerne plus précisément les bidonvilles, on s'aperçoit, en 1966, que les ménages établis dans ces agglomérations spontanées représentent 30,4 % de la population-ménages au niveau de la commune de Tunis, et regroupent 42,5 % des ménages de la commune dont le revenu mensuel se situe entre 10 et 22 dinars.

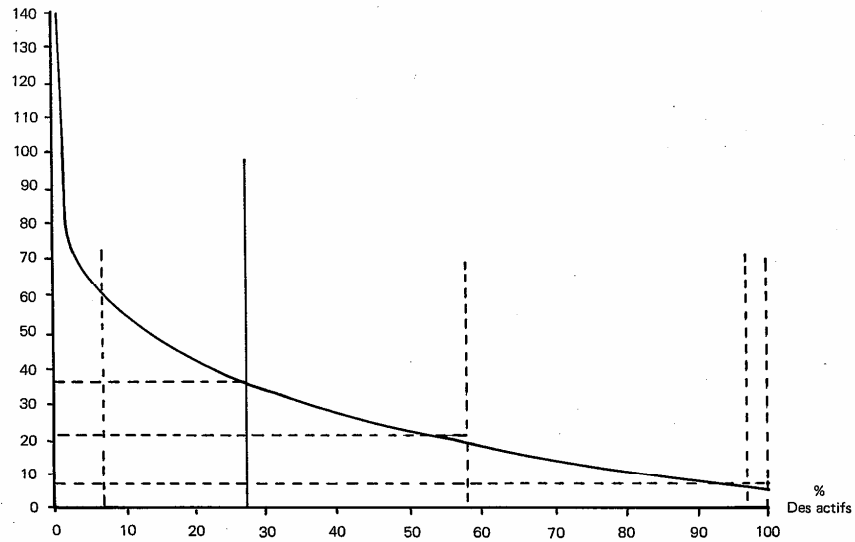
En dépit des bas niveaux de vie et de l'absence de qualification professionnelle en

(29) André Adam, Casablanca, éd. du CNRS, Paris, 1968, 2 t. T II, p. 703.

(30) H. Eckert, op. cit.

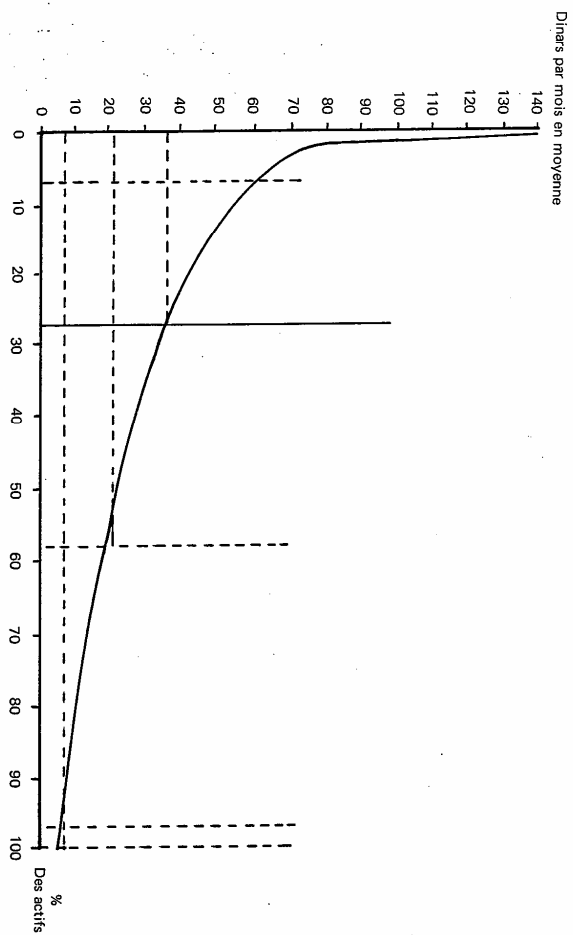
Les revenus mensuels moyens de la population active
du grand Tunis

Dinars par mois en moyenne



fredi stambouli
sous-emploi et espace urbain
les bidonvilles au maghreb

Les revenus mensuels moyens de la population active du grand Tunis



fredj stambouli
sous-emploi et espace urbain
les bidonvilles au maghreb

milieu bidonvillois, il faut démythifier l'image que l'on se fait habituellement d'un tel milieu. On a tendance à exagérer l'homogénéité dans la pauvreté des populations bidonvilloises. Or on observe, du moins dans les plus anciens des bidonvilles de Tunis (Djebel Lahmar), une stratification sociale qui permet de différencier les habitants « privilégiés » des autres.

Parmi les conclusions d'une recherche récente (31) sur le bidonville de Djebel Lahmar, le plus peuplé des bidonvilles de Tunis, figurent :

- Structure socio-professionnelle de la population :

| | |
|-----------------|------|
| 1 - sans emploi | 11 % |
| 2 - journaliers | 32 % |
| 3 - ouvriers | 32 % |

(secteur moderne, entreprises et administrations).

| | |
|------------------------------------|------|
| 4 - artisans et petits commerçants | 19 % |
| 5 - employés et fonctionnaires | 6 % |

- Habitat :

2/3 de l'habitat revêt une forme urbaine (maison en dur : 73 % environ, gourbis 27 %).

- Scolarisation :

Enfants de 6 à 14 ans :

| | |
|---------------|------------|
| garçons, 88 % | scolarisés |
| filles, 78 % | |

De 15 à 20 ans :

| | |
|--------------|------------|
| garçons 50 % | scolarisés |
| filles 33 % | |

- Dynamique de l'immigration

Avant 1950, Djebel Lahmar comptait 31 % de sa population actuelle.

(31) A. Zghal, La protection sociale et l'urbanisation des ruraux, C.E.R.E.S., ronéo, 1970.

1950-59 nouvel apport 34 %

1960-68 nouvel apport 35 %

On s'aperçoit, à la lecture de ces résultats, que la population de Djebel Lahmar a connu un processus de mobilité sociale, puisque tandis qu'en 1951 on y dénombrait 2/3 de chômeurs et de journaliers, on n'en compte en 1970 que 43 %. A la même période, la proportion des ouvriers employés dans les industries modernes est passée de 1/10 à 1/13. De tels chiffres indiquent bien que Djebel Lahmar a connu un progrès social important, et que le milieu bidonville n'est pas nécessairement un milieu figé, un repère absolu de manque de qualification professionnelle et de chômage corrélatif, un milieu où les mécanismes de mobilité sociale seraient grippés.

Il arrive même que cet espace social marque un léger progrès par rapport à la médina ruralisée (32).

Si on prend comme exemple la médina de Tunis, on s'aperçoit qu'en 1968 2/3 de la population totale de la médina centrale sont des immigrants ruraux. Une telle immigration massive est récente puisque les immigrants sont, pour plus de la moitié, venus s'installer à Tunis depuis 1956. Le taux d'accroissement a été de l'ordre de 85 % (entre 1956 et 1968), soit en moyenne 7 % par an. La structure socio-professionnelle de la population immigrée se présente comme suit (33) :

| | |
|-------------------------------------|------|
| - sous-prolétaires et prolétaires ; | 73 % |
| - catégories sociales moyennes ; | 25 |
| - catégories privilégiées. | 1,3 |

Néanmoins, même si on ne peut extrapoler les conclusions dégagées pour le gourbiville de Djebel Lahmar à l'ensemble des populations des bidonvilles du Maghreb, même si le milieu reste caractérisé par un sous-emploi excessif et une

(32) A. Adam écrit à propos de Casa : « on notera que la population inactive est plus faible que dans l'ancienne et la nouvelle médina ». T I, p. 402.

(33) H. Eckert, La Médina centrale - Faubourg ou gourbiville, Aix-en-Provence, mai 1970, ronéo 40 p., ASM, Tunis.

milieu bidonvillois, il faut démythifier l'image que l'on se fait habituellement d'un tel milieu. On a tendance à exagérer l'homogénéité dans la pauvreté des populations bidonvilloises. Or on observe, du moins dans les plus anciens des bidonvilles de Tunis (Djebel Lahmar), une stratification sociale qui permet de différencier les habitants « privilégiés » des autres.

Parmi les conclusions d'une recherche récente (31) sur le bidonville de Djebel Lahmar, le plus peuplé des bidonvilles de Tunis, figurent :

- Structure socio-professionnelle de la population :

| | |
|-----------------|------|
| 1 - sans emploi | 11 % |
| 2 - journaliers | 32 % |
| 3 - ouvriers | 32 % |

(secteur moderne, entreprises et administrations).

| | |
|------------------------------------|------|
| 4 - artisans et petits commerçants | 19 % |
| 5 - employés et fonctionnaires | 6 % |

- Habitat :

2/3 de l'habitat revêt une forme urbaine (maison en dur : 73 % environ, gourbis 27 %).

- Scolarisation :

Enfants de 6 à 14 ans :

| | |
|---------------|------------|
| garçons, 88 % | scolarisés |
| filles, 78 % | |

De 15 à 20 ans :

| | |
|--------------|------------|
| garçons 50 % | scolarisés |
| filles 33 % | |

- Dynamique de l'immigration

Avant 1950, Djebel Lahmar comptait 31 % de sa population actuelle.

1950-59 nouvel apport 34 %

1960-68 nouvel apport 35 %

On s'aperçoit, à la lecture de ces résultats, que la population de Djebel Lahmar a connu un processus de mobilité sociale, puisque tandis qu'en 1951 on y dénombrait 2/3 de chômeurs et de journaliers, on n'en compte en 1970 que 43 %. A la même période, la proportion des ouvriers employés dans les industries modernes est passée de 1/10 à 1/13. De tels chiffres indiquent bien que Djebel Lahmar a connu un progrès social important, et que le milieu bidonville n'est pas nécessairement un milieu figé, un repère absolu de manque de qualification professionnelle et de chômage corrélatif, un milieu où les mécanismes de mobilité sociale seraient grippés.

Il arrive même que cet espace social marque un léger progrès par rapport à la médina ruralisée (32).

Si on prend comme exemple la médina de Tunis, on s'aperçoit qu'en 1968 2/3 de la population totale de la médina centrale sont des immigrants ruraux. Une telle immigration massive est récente puisque les immigrants sont, pour plus de la moitié, venus s'installer à Tunis depuis 1956. Le taux d'accroissement a été de l'ordre de 85 % (entre 1956 et 1968), soit en moyenne 7 % par an. La structure socio-professionnelle de la population immigrée se présente comme suit (33) :

| | |
|-------------------------------------|------|
| - sous-prolétaires et prolétaires ; | 73 % |
| - catégories sociales moyennes ; | 25 |
| - catégories privilégiées. | 1,3 |

Néanmoins, même si on ne peut extrapoler les conclusions dégagées pour le gourbiville de Djebel Lahmar à l'ensemble des populations des bidonvilles du Maghreb, même si le milieu reste caractérisé par un sous-emploi excessif et une

(32) A. Adam écrit à propos de Casa : « on notera que la population inactive est plus faible que dans l'ancienne et la nouvelle médina ». T I, p. 402.

(33) H. Eckert, La Médina centrale - Faubourg ou gourbiville, Aix-en-Provence, mai 1970, ronéo 40 p., ASM, Tunis.

(31) A. Zghal, La protection sociale et l'urbanisation des ruraux, C.E.R.E.S., ronéo, 1970.

faiblesse évidente du niveau de formation professionnelle (34), même s'il continue à être un milieu où la principale préoccupation de l'homme est de survivre, les conditions de vie actuelles et virtuelles restent supérieures à celles que l'on trouve en milieu rural, où le taux d'emploi est de 31,6 % en 1966 pour l'Algérie, de 39 % en 1965 pour le Maroc, et de 35 % en 1964 pour la Tunisie (35).

C'est ce qui explique que le phénomène de l'exode rural, loin de se résorber au lendemain des indépendances nationales, ne fait que s'accroître et s'amplifier (malgré les politiques officielles pour le règlement).

Une récente enquête effectuée en milieu rural tunisien a révélé l'ampleur du sous-emploi et la dégradation des niveaux de vie. L'auteur arrive à cette conclusion que :

« le chômage et le sous-emploi sont beaucoup plus importants à Ben Badir (milieu rural dans une région riche de possibilités) qu'à Djebel Lahmar (bidonville de Tunisie). De plus les familles des paysans sans terre à Ben Badir pensent qu'il n'existe pas de possibilités de création d'emplois pour eux, tandis que celles de Djebel Lahmar ont toujours l'espoir de placer un de leurs membres dans une des entreprises industrielles de la capitale ou dans une des nombreuses activités marginales liées au secteur tertiaire » (36).

De plus, dans ce milieu rural la population semble avoir perdu jusqu'à la conscience de son

statut de paysan, qu'elle dévalorise profondément :

« les modèles de la majorité de la population paysanne sont dévalorisés, non seulement par la minorité citadine, mais même par beaucoup de paysans qui ne restent attachés aux modèles traditionnels que parce qu'ils n'ont pas, au moins à court terme, d'autres perspectives » (37).

C'est dans cette perspective, et aussi pour ce que certains responsables appellent des raisons de « stabilité sociale », que l'on peut comprendre la politique officielle de l'émigration suivie par les Etats maghrébins. L'émigration des travailleurs maghrébins, vers l'Europe essentiellement, a pris, au cours des dernières années, des proportions importantes, et elle est appelée à l'avenir à s'accroître davantage. Le nombre des travailleurs immigrés en France a évolué selon les données suivantes (38).

| | 1954 | 1962 | 1967 | 1971 |
|-----------|---------|---------|---------|----------|
| Algériens | 275 000 | 418 000 | 530 000 | — |
| Marocains | 25 000 | 37 000 | 112 000 | — |
| Tunisiens | 15 000 | 34 000 | 70 000 | 150 000* |

(*) Ce chiffre englobe la totalité des émigrés tunisiens, officiellement recensés dans les pays d'Europe. De plus dans les années à venir, le volume de l'émigration va s'accroître dans des proportions importantes, puisqu'on prévoit de le tripler. Jusqu'en 1964, le nombre de travailleurs algériens admis en France était de 12 000 chaque année. A partir de 1969, il sera de 35 000.

Concernant la Tunisie le nombre de travailleurs admis à travailler en Europe était de 7 000 en moyenne par an. A partir de 1980 il sera de 20 000. Tous ces chiffres ne tiennent pas compte évidemment de l'émigration clandestine ou non déclarée, qui ne doit pas être négligeable.

(34) Dans sa thèse sur Casablanca, A. Adam écrit à propos de la population des bidonvilles : « Beaucoup de ces hommes n'ont jamais eu d'emploi stable et gardent peu de chance d'en trouver un. Rarement les chômeurs totaux et permanents : la plupart de ces hommes travaillent un jour par-ci, un jour par-là ou tentent d'exercer quelque petit métier qui leur permet de grappiller de quoi ne pas mourir de faim. Les trop nombreux commerçants ambulants ne sont en fait que des semi-chômeurs ». T. I, p. 419.

(35) André Tiano, *Le développement économique du Maghreb*, P. U. F., 1968, p. 7.

(36) A. Zghal, *La protection sociale et l'urbanisation des ruraux en Tunisie*, C.E.R.E.S., inédit, ronéo, Tunis, 1970, 60 pages. Voir pp. 11 et 38.

(37) Ibid.
(38) Voir M. Saklani, « Croissance démographique comparée des pays du Maghreb - 1950-1990 », in *Rev. Tunisienne des Sciences sociales*, N. 17-18, juin-sept. 1969.

statut de paysan, qu'elle dévalorise profondément :

« les modèles de la majorité de la population paysanne sont dévalorisés, non seulement par la minorité citadine, mais même par beaucoup de paysans qui ne restent attachés aux modèles traditionnels que parce qu'ils n'ont pas, au moins à court terme, d'autres perspectives » (37).

C'est dans cette perspective, et aussi pour ce que certains responsables appellent des raisons de « stabilité sociale », que l'on peut comprendre la politique officielle de l'émigration suivie par les Etats maghrébins. L'émigration des travailleurs maghrébins, vers l'Europe essentiellement, a pris, au cours des dernières années, des proportions importantes, et elle est appelée à l'avenir à s'accroître davantage. Le nombre des travailleurs immigrés en France a évolué selon les données suivantes (38).

| | 1854 | 1962 | 1967 | 1971 |
|-----------|---------|---------|---------|----------|
| Algériens | 275 000 | 418 000 | 530 000 | — |
| Marocains | 25 000 | 37 000 | 112 000 | — |
| Tunisiens | 15 000 | 34 000 | 70 000 | 150 000* |

(*) Ce chiffre englobe la totalité des émigrés tunisiens, officiellement recensés dans les pays d'Europe. De plus dans les années à venir, le volume de l'émigration va s'accroître dans des proportions importantes, puisqu'on prévoit de le tripler. Jusqu'en 1964, le nombre de travailleurs algériens admis en France était de 12 000 chaque année. A partir de 1969, il sera de 35 000.

Concernant la Tunisie le nombre de travailleurs admis à travailler en Europe était de 7 000 en moyenne par an. A partir de 1980 il sera de 20 000. Tous ces chiffres ne tiennent pas compte évidemment de l'émigration clandestine ou non déclarée, qui ne doit pas être négligeable.

(37) Ibid.

(38) Voir M. Sekiani, « Croissance démographique comparée des pays du Maghreb - 1950-1990 », in Rev. Tunisienne des Sciences sociales, N. 17-18, juin-sept. 1969.

faiblesse évidente du niveau de formation professionnelle (34), même s'il continue à être un milieu où la principale préoccupation de l'homme est de survivre, les conditions de vie actuelles et virtuelles restent supérieures à celles que l'on trouve en milieu rural, où le taux d'emploi est de 31,6 % en 1966 pour l'Algérie, de 39 % en 1965 pour le Maroc, et de 35 % en 1964 pour la Tunisie (35).

C'est ce qui explique que le phénomène de l'exode rural, loin de se résorber au lendemain des indépendances nationales, ne fait que s'accroître et s'amplifier (malgré les politiques officielles pour le régler). Une récente enquête effectuée en milieu rural tunisien a révélé l'ampleur du sous-emploi et la dégradation des niveaux de vie. L'auteur arrive à cette conclusion que :

« le chômage et le sous-emploi sont beaucoup plus importants à Ben Bachir (milieu rural dans une région riche de possibilités) qu'à Djebel Lahmar (bidonville de Tunis). De plus les familles des paysans sans terre à Ben Bachir pensent qu'il n'existe pas de possibilités de création d'emplois pour eux, tandis que celles de Djebel Lahmar ont toujours l'espoir de placer un de leurs membres dans une des entreprises industrielles de la capitale ou dans une des nombreuses activités marginales liées au secteur tertiaire » (36).

De plus, dans ce milieu rural la population semble avoir perdu jusqu'à la conscience de son (34) Dans sa thèse sur Casablanca, A. Adam écrit à propos de la population des bidonvilles : « Beaucoup de ces hommes n'ont jamais eu d'emploi stable et gardent peu de chance d'en trouver un. Rares sont les hommes qui travaillent un jour par-ci, un jour par-là ou tentent d'exercer quelque petit métier qui leur permet de grappiller de quoi ne pas mourir de faim. Les trop nombreux commerçants ambulants ne sont en fait que des semi-chômeurs ». T. I, p. 419.

(35) André Tiano, Le développement économique du Maghreb, P.U.F., 1968, p. 7.

(36) A. Zghal, La protection sociale et l'urbanisation des ruraux en Tunisie, C.E.R.E.S., inédit, ronéo. Tunis, 1970, 60 pages. Voir pp. 11 et 38.

4 - Un changement socio-culturel profond : transmutation de signes et de signifiés

Certains travaux sur les populations des bidonvilles qualifient trop hâtivement ces populations de marginales, tandis que les responsables politiques les perçoivent comme « un fléau social et un danger public caractérisé » (39).

Est-il possible de considérer le quart et parfois même le tiers des populations des villes du Maghreb comme marginales ? Ne faut-il pas plutôt considérer que la société maghrébine moderne traverse actuellement des changements structurels profonds, et qui en transforment la forme autant que le contenu ? Et dans cette perspective ne faut-il pas renouveler la problématique posée par les concepts classiques de marginalité et d'intégration ? (40).

Dans un Maghreb où l'urbanisation atteint des taux excessifs en des périodes de temps relativement courtes, où les principales grandes villes doublent de population en l'espace d'une décennie, où près des deux-tiers des populations urbaines sont sous-employées, non-qualifiées sur le plan professionnel et ont des niveaux de vie

(39) Ils reproduisent, ainsi inconsciemment certains des archétypes déposés dans la conscience collective des maghrébins et notamment celui de l'hostilité et l'irréductibilité des deux types de umran : badaoui et hadhari, et la hantise que les habitants des cités, les belidi, avaient des bédouins et des nomades « destructeurs de la civilisation ». Il serait très intéressant de procéder actuellement à une recherche sur les images que les différentes catégories de l'élite dirigeante moderniste maghrébine se font de l'exode rural et des populations immigrées dans les grandes villes du Maghreb.

(40) Pour une critique de ces deux concepts nous renvoyons en particulier à : Anibal Quijano, « Structure urbaine et marginalité sociale » in *Espaces et Sociétés*, N. 3, juillet 1971. Gino Germani, *The Concept of Social Integration*, H. Beyer édit., New-York, 1967. Milton Santos, « Espaces et villes du Tiers-Monde », in *revue Tiers-Monde*, N. 45, 1971. Voir aussi une excellente étude critique de Sérafina Cernuschi-Salkoff, « L'historicité du concept de ville », in *rev. Cahiers Internationaux de Sociologie*, vol. L 1971.

bas, quel contenu accorder aux concepts de marginalité et d'intégration ? Quelles sont les populations marginales et quelles sont celles qui sont intégrées, et par rapport à quoi ?

En fait, nous avons montré que le phénomène de l'exode rural était l'inévitable conséquence des changements profonds subis par les campagnes maghrébines (dépossession terrienne, introduction de l'agriculture moderne et de ses corollaires techniques et organisationnels, réformes agricoles récentes, accroissement naturel des populations) et de la désorganisation consécutive des structures sociales rurales. De sorte que l'exode n'a pas été provoqué par le système productif de l'espace urbain (l'industrialisation est restée faible), contrairement au processus de développement connu par les sociétés industrielles. L'exode apparaît plutôt comme un résultat direct d'un système social marqué par la dépendance immédiate (période coloniale) ou indirecte (période post-coloniale) et par les antagonismes qui agitent parfois le Maghreb moderne. Le système social révèle ainsi son incapacité d'incorporer, d'intégrer à lui une partie importante des populations. Ce qui ne veut pas dire que les populations soient « en dehors » du système social ; bien au contraire, ce manque de la part du système, cette négativité, témoigne de ses limites.

La société maghrébine moderne connaît de nos jours une commutabilité de séries dichotomiques et des niveaux du social qui imposent une transmutation des signes et des signifiés.

Au compartimentage communautaire et tribal se substitue une structure de classes sociales de plus en plus nette (41). A l'antique disponibilité ou vacuité du paysan succèdent le sous-emploi et le chômage, expressions de la prolétarianisation de la paysannerie et de l'émergence d'un « lumpen-prolétariat » massif. Au contraste socio-culturel qui opposait la médina à la bédia, le formalisme juridique musulman à la poésie du bédouin « infernal », le rigorisme religieux

(41) A. Laroui, *L'idéologie arabe contemporaine*, Maspero, 1970, pp. 130-137.

4 - Un changement socio-culturel profond : transmutation de signes et de signifiés

Certains travaux sur les populations des bidonvilles qualifient trop hâtivement ces populations de marginales, tandis que les responsables politiques les perçoivent comme « un fléau social et un danger public caractérisé » (39).

Est-il possible de considérer le quart et parfois même le tiers des populations des villes du Maghreb comme marginales ? Ne faut-il pas plutôt considérer que la société maghrébine moderne traverse actuellement des changements structurels profonds, et qui en transforment la forme autant que le contenu ? Et dans cette perspective ne faut-il pas renouveler la problématique posée par les concepts classiques de marginalité et d'intégration ? (40).

Dans un Maghreb où l'urbanisation atteint des taux excessifs en des périodes de temps relativement courtes, où les principales grandes villes doublent de population en l'espace d'une décennie, où près des deux-tiers des populations urbaines sont sous-employées, non-qualifiées sur le plan professionnel et ont des niveaux de vie

(39) Ils reproduisent, ainsi inconsciemment certains des archétypes déposés dans la conscience collective des maghrébins et notamment celui de l'hostilité et l'irréductibilité des deux types de umran : badaoui et hadhari, et la hantise que les habitants des cités, les beldi, avaient des bédouins et des nomades « destructeurs de la civilisation ». Il serait très intéressant de procéder actuellement à une recherche sur les images que les différentes catégories de l'élite dirigeante moderniste maghrébine se font de l'exode rural et des populations immigrées dans les grandes villes du Maghreb.

(40) Pour une critique de ces deux concepts nous renvoyons en particulier à : Anibal Quijano, « Structure urbaine et marginalité sociale » in *Espaces et Sociétés*, N. 3, juillet 1971. Gino Germani, *The Concept of Social Integration*, H. Beyer édit., New-York, 1967. Milton Santos, « Espaces et villes du Tiers-Monde », in *revue Tiers-Monde*, N. 45, 1971. Voir aussi une excellente étude critique de Sérafina Cernuschi-Salkoff, « L'historicité du concept de ville », in *rev. Cahiers Internationaux de Sociologie*, vol. L 1971.

bas, quel contenu accorder aux concepts de marginalité et d'intégration ? Quelles sont les populations marginales et quelles sont celles qui sont intégrées, et par rapport à quoi ?

En fait, nous avons montré que le phénomène de l'exode rural était l'inévitable conséquence des changements profonds subis par les campagnes maghrébines (dépossession terrienne, introduction de l'agriculture moderne et de ses corollaires techniques et organisationnels, réformes agricoles récentes, accroissement naturel des populations) et de la désorganisation consécutive des structures sociales rurales. De sorte que l'exode n'a pas été provoqué par le système productif de l'espace urbain (l'industrialisation est restée faible), contrairement au processus de développement connu par les sociétés industrielles. L'exode apparaît plutôt comme un résultat direct d'un système social marqué par la dépendance immédiate (période coloniale) ou indirecte (période post-coloniale) et par les antagonismes qui agitent parfois le Maghreb moderne. Le système social révèle ainsi son incapacité d'incorporer, d'intégrer à lui une partie importante des populations. Ce qui ne veut pas dire que les populations soient « en dehors » du système social ; bien au contraire, ce manque de la part du système, cette négativité, témoigne de ses limites.

La société maghrébine moderne connaît de nos jours une commutabilité de séries dichotomiques et des niveaux du social qui imposent une transmutation des signes et des signifiés.

Au compartimentage communautaire et tribal se substitue une structure de classes sociales de plus en plus nette (41). A l'antique disponibilité ou vacuité du paysan succèdent le sous-emploi et le chômage, expressions de la prolétarisation de la paysannerie et de l'émergence d'un « lumpen-prolétariat » massif. Au contraste socio-culturel qui opposait la médina à la bédia, le formalisme juridique musulman à la poésie du bédouin « infernal », le rigorisme religieux

(41) A. Laroui, *L'idéologie arabe contemporaine*, Maspero, 1970, pp. 130-137.

du citadin musulman à la spontanéité enjouée du « seigneur du désert », se substitue une culture dérivée (dite moderne), née du contact de deux civilisations d'inégale puissance, qui devient dominante et par rapport à laquelle la culture traditionnelle occuperait une position marginale.

La marginalité apparaît ainsi comme la conséquence de ce processus de commutabilité des séries et niveaux sociologiques. Elle revêt une signification toute relative.

Un recours à l'histoire permet d'éclairer encore les notions d'intégration et de marginalité.

La médina traditionnelle apparaît comme un foyer d'images archétypales, une société fondée sur la hiérarchie relative et la solidarité entre les acteurs que constitue la trilogie : artisan/commerçant/savant (alim). Un tel univers sociologique est profondément caractérisé par l'intégration et soustrait à toute marginalité.

Ce modèle de la médina traditionnelle est aujourd'hui totalement inopérant. La vieille bourgeoisie qui quitte son espace urbain traditionnel pour des espaces « modernes » voit en même temps son rôle, son pouvoir et son prestige fortement entamés (42) (inégale ment selon les trois sociétés), concurrencées qu'elle est non seulement par les fonctions économiques modernes mais aussi et surtout par l'ascension fulgurante d'élites nouvelles propulsées dans le sillage de la dynamique du nouveau système social (élites politiques, élites militaires, élites économiques bureaucratiques).

De plus, les catégories sociales moyennes voient leur base s'élargir, et la classe ouvrière n'est plus « embryonnaire ». Enfin, le « sous-prolétariat » des bidonvilles et des médinas ruralisées étend sa masse de manière spectaculaire et

témoin d'une capacité étonnante d'ouverture et d'adaptation au changement.

L'enquête citée plus haut sur la « protection sociale et l'urbanisation des ruraux en Tunisie » a révélé à ce propos que :

« Par rapport aux populations paysannes les habitants de Djebel Lahmar (bidonville) montrent une prédisposition au changement et à la modernisation... Ils montrent une certaine souplesse dans leurs comportements... A Djebel Lahmar les familles exigent une scolarité régulière pour leurs enfants... trois femmes sur quatre considèrent que les femmes doivent utiliser les techniques anticonceptionnelles lorsque le nombre de leurs enfants est assez élevé ».

Un tel changement social, opéré au niveau des acteurs et des signes, ne manquera pas à terme d'imposer un changement des significations, corrélatif à un renversement des perspectives globales. Les classes moyennes et les masses populaires constituent de plus en plus des foyers de créativité et de dynamisme, elles sont de plus en plus les interprètes d'un futur différent et d'une modernité en devenir.

De sorte que si par rapport à une série d'indices qualitatifs (images de la culture, de la société, de la mondialité, de la modernité, etc.) nous pouvons mettre en cause la thèse de la marginalité des populations péri-urbaines des villes du Maghreb, celles que l'on qualifie de « néo-citadines », certains indices quantitatifs (travail, santé, etc.) défavorables, témoignent des limites du système social et non pas du caractère « absolument » marginal de telles populations.

(42) Voir à ce sujet les travaux du professeur J. Barque et en particulier *Le Maghreb entre deux guerres*, Le Seuil, Paris.

témoigne d'une capacité étonnante d'ouverture et d'adaptation au changement. L'enquête citée plus haut sur la « protection sociale et l'urbanisation des ruraux en Tunisie » a révélé à ce propos que :

« Par rapport aux populations paysannes les habitants de Djebel Lahmar (bidonville) montrent une prédisposition au changement et à la modernisation... Ils montrent une certaine souplesse dans leurs comportements... A Djebel Lahmar les familles exigent une scolarité régulière pour leurs enfants... trois femmes sur quatre considèrent que les femmes doivent utiliser les techniques anticonceptionnelles lorsque le nombre de leurs enfants est assez élevé ».

Un tel changement social, opéré au niveau des acteurs et des signes, ne manquera pas à terme d'imposer un changement des signifiés, corrélatif à un renversement des perspectives globales. Les classes moyennes et les masses populaires constituent de plus en plus des foyers de créativité et de dynamisme, elles sont de plus en plus les interprètes d'un futur différent et d'une modernité en devenir.

De sorte que si par rapport à une série d'indices qualitatifs (images de la culture, de la société, de la mondialité, de la modernité, etc.) les du Maghreb, celles que l'on qualifie de « néo-citadines », certains indices quantitatifs (travail, santé, etc.) défavorables, témoignent des limites du système social et non pas du caractère « absolument » marginal de telles populations.

La marginalité apparaît ainsi comme la conséquence de ce processus de commutabilité des séries et niveaux sociologiques. Elle revêt une signification toute relative.

Un recours à l'histoire permet d'éclairer encore les notions d'intégration et de marginalité.

La médina traditionnelle apparaît comme un foyer d'images archétypales, une société fondée sur la hiérarchie relative et la solidarité entre les acteurs que constitue la trilogie : artisan/commerçant/savant (alim). Un tel univers sociologique est profondément caractérisé par l'intégration et soustrait à toute marginalité.

Ce modèle de la médina traditionnelle est aujourd'hui totalement inopérant. La vieille bourgeoisie qui quitte son espace urbain traditionnel pour des espaces « modernes » voit en même temps son rôle, son pouvoir et son prestige fortement entamés (42) (inégalement selon les trois sociétés), concurrence qu'elle est non seulement par les fonctions économiques modernes mais aussi et surtout par l'ascension fulgurante d'élites nouvelles populisées dans le sillage de la dynamique du nouveau système social (élites politiques, élites militaires, élites économiques bureaucratiques).

De plus, les catégories sociales moyennes voient leur base s'élargir, et la classe ouvrière n'est plus « embryonnaire ». Enfin, le « sous-prolétariat » des bidonvilles et des médinas rurales étend sa masse de manière spectaculaire et

(42) Voir à ce sujet les travaux du professeur J. Berque et en particulier *Le Maghreb entre deux guerres*, Le Seuil, Paris.

éléments bibliographique

I. ASPECTS GENERAUX

- AMIN Samir *Le Maghreb moderne*, éd. de Minuit, Paris, 1970.
- BENHIMA Dr. Mohammed, *Les problèmes d'urbanisation posés par le développement des agglomérations*, B.E.S.M. XXVI - N. 94 et 95, 1963.
- BERQUE Jacques, *Le Maghreb entre deux guerres*, Coll. Esprit, « Frontière ouverte », Seuil, Paris, 1962, 439 p.
- BERQUE J., *Le Village*, E.P.H.E., Paris, 1969.
- BERQUE J., « Médinas, Villeneuve et bidonvilles », *Cahiers de Tunisie*, N. 21.
- CASTELLS M., « Structures sociales et urbanisation », *Annales E.S.C.*, N. 4, 1970.
- KINGSLEY Davis et Hilda H. GOLDEN, « Urbanization and the Development of Pre-industrial Areas », *Economic Development and Cultural Change*, III, oct. 1957.
- LACOSTE Yves, (sous la direction de), *Les formes de croissance urbaine sous-intégrées*, Rapports ronéotés introductifs au Colloque de juin 1970. SMUH. Laboratoire Géographie Humaine CNRS - Université de Paris VIII - Vincennes.
- LETOURNEAU Roger, *Implication of Rapid Urbanization*, 18ème Conférence de l'Institut du Moyen-Orient, Georgetown University, mai 1964.
- MANEVILLE Roger, « Prolétariat et bidonvilles », *Archives du CHEAM*, 1950.
- SEKLANI Mahmoud, « Croissance démographique comparée des pays du Maghreb - 1950-1990 », *Revue Tunisienne des Sciences Sociales*, N. 17-18, 1969.
- UNICEF, *Colloque sur les problèmes de l'enfance et de la jeunesse dans les zones urbaine et péri-urbaine des Etats arabes*, Tunis, 20-22 février 1969. (Rapport ronéoté, 57 pages + annexes et bibliographie.)

II. MAROC

- ADAM André, *Casablanca*, CNRS, 2 T., Paris, 1968.
- ADAM André, « La prolétarianisation de l'habitat dans l'ancienne médina de Casablanca », *BESM*, pp. 247-56, 1950.
- ADAM André, « Le bidonville de Ben Msik à Casablanca », *Annales de l'I.E.O de la Faculté des lettres d'Alger*, F. VIII, 1949-50.
- BENHIMA Dr Mohammed, « La cité du derb Jedid », *BESM*, XXII, N. 80, avril 1959, pp. 415-435.

éléments bibliographique

I. ASPECTS GENERAUX

- AMIN Samir *Le Maghreb moderne*, éd. de Minuit, Paris, 1970.
- BENHIMA Dr. Mohammed, *Les problèmes d'urbanisation posés par le développement des agglomérations*, B.E.S.M. XXVI - N. 94 et 95, 1963.
- BERQUE Jacques, *Le Maghreb entre deux guerres*, Coll. Esprit, « Frontière ouverte », Seuil, Paris, 1962, 439 p.
- BERQUE J., *Le Village*, E.P.H.E., Paris, 1969.
- BERQUE J., « Médinas, Villeneuve et bidonvilles », *Cahiers de Tunisie*, N. 21.
- CASTELLS M., « Structures sociales et urbanisation », *Annales E.S.C.*, N. 4, 1970.
- KINGSLEY Davis et Hilda H. GOLDEN, « Urbanization and the Development of Pre-industrial Areas », *Economic Development and Cultural Change*, III, oct. 1957.
- LACOSTE Yves, (sous la direction de), *Les formes de croissance urbaine sous-intégrées*, Rapports ronéotés introductifs au Colloque de juin 1970. SMUH. Laboratoire Géographie Humaine CNRS - Université de Paris VIII - Vincennes.
- LETOURNEAU Roger, *Implication of Rapid Urbanization*, 18ème Conférence de l'Institut du Moyen-Orient, Georgetown University, mai 1964.
- MANEVILLE Roger, « Prolétariat et bidonvilles », *Archives du CHEAM*, 1950.
- SEKLANI Mahmoud, « Croissance démographique comparée des pays du Maghreb - 1950-1990 », *Revue Tunisienne des Sciences Sociales*, N. 17-18, 1969.
- UNICEF, *Colloque sur les problèmes de l'enfance et de la jeunesse dans les zones urbaine et péri-urbaine des Etats arabes*, Tunis, 20-22 février 1969. (Rapport ronéoté, 57 pages + annexes et bibliographie.)

II. MAROC

- ADAM André, *Casablanca*, CNRS, 2 T., Paris, 1968.
- ADAM André, « La prolétarianisation de l'habitat dans l'ancienne médina de Casablanca », *BESM*, pp. 247-56, 1950.
- ADAM André, « Le bidonville de Ben Msik à Casablanca », *Annales de l'I.E.O de la Faculté des lettres d'Alger*, F. VIII, 1949-50.
- BENHIMA Dr Mohammed, « La cité du derb Jedid », *BESM*, XXII, N. 80, avril 1959, pp. 415-435.

- DUBOIS P., Une enquête par sondage sur l'emploi à Casablanca (mars 1958), Minist. Econ. Nat., Division de la coordination écon. et du Plan, service central des statistiques, Rabat.
- MAHE Yvonne, L'extension des villes indigènes du Maroc. Thèse de Droit, Bordeaux, 1936, 118 p.
- MONTAGNE Robert, « Naissance du prolétariat marocain : enquête collective, 1948-1950 », *Cahiers de l'Afrique et de l'Asie*, III, 1951, 291 p. XXVI. pl.h.t.
- NOIN Daniel, La population rurale du Maroc. Thèse de Lettres, Paris, 1970.

III. ALGERIE

- BOURDIEU Pierre et Abdel-Malek SAYAD, Le détachement. La crise de l'agriculture en Algérie, Paris, 1964, 225 p.
- BOURDIEU Pierre, Travail et travailleurs en Algérie, Mouton, 1963.
- COQUERY Michel, « L'extension récente des quartiers musulmans d'Oran », *Bull. Association Géographes Fr.*, 1962, pp. 169-187.
- COQUERY Michel, « Quartiers périphériques et mutations urbaines - le cas d'Oran », *Méditerranée*, 1965, N. 4, pp. 285-298.
- DESCLOITRES R., L'Algérie des bidonvilles, Mouton, 1959.
- Secrétariat social d'Alger, « Les Algérois dans le grand Alger », *SNED*, Alger, 1969.

IV. TUNISIE

- ATTIA H., « L'urbanisation de la Tunisie » (inédit), *CERES*, Tunis, 1970.
- BARDEL et KLIBI, « Un faubourg clandestin de Tunis, le Djebel Lahmar », *Cahiers de Tunisie*, N. 10, 1955.
- CHEDLY AYARI, « Industrialisation et plein emploi : le cas de la Tunisie », *Revue tunisienne des sciences sociales*, N. 20, 1970.
- ECKERT H., « L'exode rural au niveau de la médina centrale » (inédit), Tunis, 1969.
- ECKERT H., « Les populations du grand Tunis » (inédit), *ASM*, Tunis, 1970.
- KAFI J. BINET F., « Assainissement, restauration et réanimation de la médina de Tunis » (inédit), *ASM*, Tunis, 1968.
- KHALIL ZAMITI, « Problématique de la contradiction survenue, entre formation professionnelle et emploi en Tunisie », *Revue Tunisienne des Sciences Sociales*, N. 25, 1971.
- MARTIN Dr H. M. E., « Enquête UNICEF sur le bidonville de Djebel Lahmar », ronéoté, 1964.
- NOUSCHI A., « Croissance des villes nord-africaines - Tunis vue par un sociologue », *Annales ESC*, N. 2, 1962, pp. 362-367.
- PICOULET Michel, « Aperçu des migrations intérieures en Tunisie », *Population*, mars 1971.
- RONDOT J., « L'élimination des gourbivilles et l'étude des migrations humaines en Tunisie du Nord », *Bull. Econ. et Social de Tunisie*, N. 91, 1951.

DUBOIS P., Une enquête par sondage sur l'emploi à Casablanca (mars 1958), Minist. Econ. Nat., Division de la coordination écon. et du Plan, service central des statistiques, Rabat.
 MAHE Yvonne, L'extension des villes indigènes du Maroc. Thèse de Droit, Bordeaux, 1936, 118 p.
 MONTAGNE Robert, « Naissance du prolétariat marocain : enquête collective, 1948-1950 », Cahiers de l'Afrique et de l'Asie, III, 1951, 291 p. XXVI, pl.h.t.
 NOIN Daniel, La population rurale du Maroc. Thèse de Lettres, Paris, 1970.

III. ALGERIE

BOURDIEU Pierre et Abdel-Malek SAYAD, Le déracinement. La crise de l'agriculture en Algérie, Paris, 1964, 225 p.
 BOURDIEU Pierre, Travail et travailleurs en Algérie, Mouton, 1963.
 COQUERY Michel, « L'extension récente des quartiers musulmans d'Oran », Bull. Association Géographes Fr., 1962, pp. 169-187.
 COQUERY Michel, « Quartiers périphériques et mutations urbaines - le cas d'Oran », Méditerranée, 1965, N. 4, pp. 285-298.
 DESCLOITRES R., L'Algérie des bidonvilles, Mouton, 1959.
 Secrétariat social d'Alger, « Les Algérois dans le grand Alger », SNED, Alger, 1969.

IV. TUNISIE

ATTIA H., « L'urbanisation de la Tunisie » (inédit), CERES, Tunis, 1970.
 BARDEL et KLIBI, « Un faubourg clandestin de Tunis, le Djebel Lahmar », Cahiers de Tunisie, N. 10, 1955.
 CHEDLY AYARI, « Industrialisation et plein emploi : le cas de la Tunisie », Revue tunisienne des sciences sociales, N. 20, 1970.
 ECKERT H., « L'exode rural au niveau de la médina centrale » (inédit), Tunis, 1969.
 ECKERT H., « Les populations du grand Tunis » (inédit), ASM, Tunis, 1970.
 KAFI J. BINET F., « Assainissement, restauration et réanimation de la médina de Tunis » (inédit), ASM, Tunis, 1968.
 KHALIL ZAMITI, « Problématique de la contradiction survenue, entre formation professionnelle et emploi en Tunisie », Revue Tunisienne des Sciences Sociales, N. 25, 1971.
 MARTIN Dr H. M. E., « Enquête UNICEF sur le bidonville de Djebel Lahmar », ronéoté, 1964.
 NOUSCHI A., « Croissance des villes nord-africaines - Tunis vue par un sociologue », Annales ESC, N. 2, 1962, pp. 362-367.
 PICOUET Michel, « Aperçu des migrations intérieures en Tunisie », Population, mars 1971.
 RONDOT J., « L'élimination des gourbivilles et l'étude des migrations humaines en Tunisie du Nord », Bull. Econ. et Social de Tunisie, N. 91, 1951.

- SEBAG P., « Le bidonville du Borgel », *Cahiers de Tunisie*, N. 23-24, 1958, pp. 267-309.
- SEBAG P., « Le faubourg de Sidi Fathallah », *Cahiers de Tunisie*, N. 29-30, 1960.
- SEBAG P., *Un faubourg de Tunis - Saïda Manoubia*, P.U.F., 1960.
- SEKLANI M., « Villes et campagnes en Tunisie - Evaluation et prévision », *Population*, mars 1971.
- STAMBOULI F., *Urbanisme et développement en Tunisie*, R.T.T.S., Tunis, mars 1967.
- STAMBOULI F., « Système social et urbanisation. Les tendances actuelles de l'urbanisation de la ville de Tunis » (inédit), CERES, 1970.
- ZGHAL A., « La protection sociale et l'urbanisation des ruraux en Tunisie » (inédit), CERES, Tunis, 1970.

- SEBAG P., « Le bidonville du Borgel », *Cahiers de Tunisie*, N. 23-24, 1958, pp. 267-309.
- SEBAG P., « Le faubourg de Sidi Fathallah », *Cahiers de Tunisie*, N. 29-30, 1960.
- SEBAG P., *Un faubourg de Tunis - Saïda Manoubia*, P.U.F., 1960.
- SEKLANI M., « Villes et campagnes en Tunisie - Evaluation et prévision », *Population*, mars 1971.
- STAMBOULI F., *Urbanisme et développement en Tunisie*, R.T.T.S., Tunis, mars 1967.
- STAMBOULI F., « Système social et urbanisation. Les tendances actuelles de l'urbanisation de la ville de Tunis » (inédit), CERES, 1970.
- ZGHAL A., « La protection sociale et l'urbanisation des ruraux en Tunisie » (inédit), CERES, Tunis, 1970.